

# L'appel d'Alain Minc à un sursaut de la réflexion économique

Posté le : 29 août 2019 15:17 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Réforme, Economie et politique

Pour nous qui contestons depuis plus de 20 ans, dans la foulée de Jacques Rueff et de Maurice Allais, le faux système qui s'est mis en place sur les ruines des accords de Bretton Woods, l'effondrement des justifications vaseuses qui s'étaient imposées, par soumission aux Américains et à la finance internationale, est un événement plein de charme mais qui laisse parfois pantois, tant les retournements d'opinion peuvent être radicaux.

L'appel d'Alain Minc à un sursaut de la réflexion économique fait partie de ces événements médiatiques qui révèlent la profondeur du malaise.

Il aura suffi que Donald Trump s'ébroue comme un éléphant hystérique dans un magasin de porcelaine et finisse par casser pas mal de belles pièces, pour que les promoteurs de la mondialisation heureuse découvrent soudain que la vision généralement admise ne correspond à aucune réalité.

Alain Minc écrit : « Nos certitudes sur l'économie s'effondrent et on cherche un Keynes ou un Friedman ».

Nous avons pour Keynes comme pour Friedman la plus grande admiration. Ils ont, l'un et l'autre, connu le plus grand malheur qui soit : la naissance d'une vulgate tirée de leurs idées qui a précipité le monde dans des affres pires que les situations qu'ils pensaient corriger.

Le keynésianisme est mort avec le gouvernement Wilson et l'effondrement économique du Royaume-Uni des années 70. Les keynésiens affichés aujourd'hui ne sont plus que des thuriféraires socialistes de la dépense publique à tout crin. Keynes est le masque mort derrière lequel se cache un socialisme qui n'ose même plus s'afficher sous son nom. L'incompatibilité de toute politique de relance par la dépense publique en régime de changes flottants était évidente dès la relance Giscard-Chirac de 1975. L'échec a été patent en quelques mois. Finalement on a appelé Raymond Barre.

Milton Friedman a connu la même descente aux enfers. Dès la fin des années 70, la banque centrale américaine avait laissé tomber ses bons conseils. Tous les avantages théoriques des changes flottants qu'on avait été heureux de trouver pour justifier rétroactivement la décision américaine de mettre fin aux accords de Bretton Woods, se sont révélés controvés. Malheur à qui y avait cru ! La crise dite faussement des « pays émergents », à la fin des années 90, qui était une crise endogène des changes flottants, avait marqué la fin des illusions pour qui voulait bien regarder objectivement les faits.

Le journal Le Monde où Alain Minc avait son rôle, a été très ambigu avec Maurice Allais, publié mais ravalé quasiment au rôle de vieux gâteux fascisant, alors que tout ce qu'il a écrit s'est révélé exact. A partir de ce moment-là, les économistes officiels, déjà travaillés par les conflits politiques, se sont contentés de servir une vulgate ou une autre sans jamais se préoccuper des réalités. Alain Minc parle de « l'incroyable segmentation de la réflexion économique en microsujets » qui « tue toute tentative de réflexion globale ». Si seuls les marchés et la microéconomie comptaient, alors la macroéconomie était suspecte. Certains sont allés jusqu'à dire « qu'elle n'existait pas ». La microéconomie est par nature une segmentation en microsujets.

L'article d'Alain Minc s'ajoute à tous ceux qui constatent enfin que les banques centrales n'ont pas d'action directe sur l'inflation et l'emploi. Nous avons, depuis 20 ans, expliqué publiquement leur impuissance structurelle et dénoncé la farce qui consiste à leur donner comme mission un niveau d'inflation et qui laisse croire qu'elles peuvent agir durablement contre les crises. « Les banques centrales sont comme les psychanalystes uniquement capables de guérir les maux qu'elles ont elles-mêmes créés. » Nous avons écrit cette phrase sur le forum du Monde en 1998 pour 99 ! Mais la vulgate américaine qui s'était imposé après 1971 prétendait le contraire et l'Eurosystème était fondé sur cette croyance. Alors chuttt !!!!!!!

Le lien entre création monétaire et inflation est cassé depuis longtemps. Toute la création monétaire va dans la spéculation et dans des bulles financières depuis la moitié des années 70 ! C'est bien que l'on commence à s'en apercevoir. Le système des changes flottants a permis des relations économiques totalement déséquilibrées notamment avec la Chine qui a pu s'approprier le travail occidental contre de la monnaie. La pression à la baisse sur les salaires a été gigantesque et le demeure. On a donc une énorme liquidité mais des salaires contraints. L'évidence est manifeste depuis au moins la moitié des années 80.

Le plein emploi dépend du cycle et n'est atteint qu'en phase finale comme en 1999 ou maintenant. Dans les pays occidentaux, il est surtout dû à la réduction de la croissance de la population active, insuffisamment compensée par à une immigration de faible capacité technique mais qui bloque la hausse des salaires des petits boulots. En France la surfiscalité a aussi ajouté ses méfaits. Les questions démographiques sont taboues en France et Alain Minc pourrait aussi appeler au débat dans ce domaine. Le résultat : en France, les entreprises ont du mal à recruter comme si on avait atteint le plein emploi... quand il y a plusieurs millions de chômeurs ! Et le salaire moyen grimpe plus vite que ce qu'exigeraient nos déficits extérieurs.

Alain Minc évoque le mantra de la digitalisation qui interdit l'emploi. S'il n'y a pas de productivité, ce n'est pas à cause de la numérisation de l'économie qui perdure depuis soixante ans, c'est l'effet des crises successives, de la baisse du PIB provoquée par la dernière, et du détournement de l'épargne non pas vers l'investissement mais la spéculation ou la dépense publique. Rappelons que l'emploi public a une très faible productivité qu'il est difficile d'augmenter. L'avantage de la mise en cause de la « digitalisation » (autrefois : de l'informatisation) c'est qu'elle évite de se poser des questions sur la vraie cause du drame : l'introduction des changes flottants et les possibilités phénoménales de spéculation intenables qu'ils ont engendrées.

Alain Minc condamne les économistes officiels qui « ne pensent pas ». Clin d'œil : il s'est imposé à la télévision puis dans tous les médias en étant présenté comme « économiste ». Il a beau jeu de critiquer un monde d'économistes « segmentés » (nous disons pusillanimes). Oui, penser et surtout panser l'économie est une urgence. Elle l'est depuis près de 50 ans.

Tout cela est évident pour quiconque se décide à regarder les faits sans passion autre que celle de la vérité. Dès la crise de 1992-93, la messe était dite.

La seule solution à court-terme est de faire le constat que le non-système mis en place à la Jamaïque en 1976 est mort et qu'il n'y a pas d'autres solutions que de revenir à un système de changes fixes, de la responsabilité des Etats, avec un contrôle effectif du FMI. Les grands déficits et les grands excédents doivent être bannis comme doivent l'être les politiques de relances irresponsables.

Un système mondial de compensation doit se substituer à l'étalon dollar. Les banques centrales doivent être réintégrées dans un jeu de pouvoir à l'ancienne où elles sont au service de la stabilité des changes et de la croissance. Il faut mettre évidemment fin à l'expérience des taux d'intérêt négatifs.

Rappelons qu'il n'y a pas eu de récessions graves pendant les Trente Glorieuses. Et que nous en avons subi six depuis l'instauration des changes flottants (et, nouveau clin d'œil, l'arrivée d'Alain Minc dans les médias). Au lieu d'attendre la prochaine comme on le fait depuis trois ans en la déclarant imminente, réformons le système monétaire international.

Les autres enjeux majeurs, écologiques, démocratiques, démographiques, pourront être traités alors dans de meilleures conditions.

L'urgence mondiale actuelle est une urgence monétaire.

« Le désert intellectuel est angoissant car sans précédent dans l'histoire » conclut Alain Minc qui appelle l'Etat à faire « ce qu'il faut pour stimuler le débat ». En 1998, nous avons proposé que l'état français reprenne la pratique des grands prix honorant la réponse à une question fondamentale. Nous avons aussi, à la même date, proposé que le prix Nobel ne récompense plus une carrière plus ou moins notable, mais offre son prix à la meilleure réponse à une question économique clé. L'appel de Minc est un peu tardif mais bienvenu.

Ce ne sont jamais les économistes qui ont fait bouger les lignes. L'œuvre de Keynes n'a servi à rien dans les années trente et il a été largement désavoué à Bretton Woods. Ce sont les vainqueurs militaires qui ont fait bouger l'organisation mondiale. Le premier grand plan de refonte du système monétaire international date de juin 1940. Il était nazi. Le second est dû à la volonté américaine de Roosevelt qui instaure un nouvel ordre mondial après la victoire. Les Américains s'en sont débarrassés dès qu'ils ont jugé que la contrainte qu'ils avaient accepté leur portait préjudice. Le recours à Milton Friedman est une post légitimation erronée. La vulgate nouvelle donnait une vague caution à un non-système indéfendable qui a montré ses effets délétères quasi immédiatement. La puissance américaine et celle de sa finance ont interdit toute remise en cause. La leçon des crises mondiales à répétition et en aggravation croissante n'a jamais été tirée. Par soumission.

Malheur à qui l'aurait fait ! Les journaux dont le Monde, où Alain Minc avait tout de même son rôle, ont éliminé tous les articles qui ne cautionnaient pas la vulgate dominante sur les changes flottants. La question des dysfonctionnements de l'Euro y est devenue taboue. Une sorte de politiquement correct économique et monétaire s'est installé, défendu avec acharnement, qui postulait, paradoxalement en même temps, et la modernité heureuse des changes flottants et la bonté de la monnaie unique.

Aujourd'hui ces « certitudes » volent en éclat. Mais les questions monétaires restent hors sujet. Alors qu'elles sont au cœur du sujet. L'article d'Alain Minc n'en dit pas un mot. Il est tellement plus simple de mettre en cause la digitalisation et l'intelligence artificielle. Là se trouve la pusillanimité. Cher Alain Minc, ce n'est pas la théorie économique qui précède l'action. Roosevelt a trouvé dans Keynes une justification tardive à sa politique volontaire mais hasardeuse. Les Etats-Unis ont trouvé dans Milton Friedman la caution d'une politique désastreuse qu'ils avaient mise en œuvre à partir de l'été 1971 sans se préoccuper de rien d'autre que leurs objectifs politiques et diplomatiques.

L'acceptation de l'urgence monétaire comme primat de la réflexion économique et donc aussi bien de la réforme du système monétaire international que de celle de la réforme de l'Eurosystème, est le vrai effort que doivent s'imposer les hommes d'influence.

Mais c'est dur et dangereux. Il est aujourd'hui interdit par le politiquement correct journalistique et politique de remettre en cause l'Euro tel qu'il est organisé. Alain Minc, y êtes-vous prêt ? Il est toujours interdit de mettre en cause les changes flottants. Alain Minc, y êtes-vous prêt ?

Il y a quelques temps, nous avons envoyé à l'excellente Marie Charrel qui est devenue, semble-t-il, la spécialiste des questions monétaires au Monde, le texte d'une libre opinion sur ce sujet, avec un exemplaire de notre livre. Nous avons fait de même avec J. P. Robin, au Figaro, qui est ce qui se

fait de mieux actuellement comme journaliste économique avec Pierre-Antoine Delhommais, au Point. Sans aucun effet, ni réaction. La presse française préfère répercuter les écrits des sommités économiques et financières américaines fussent-elles les plus impliquées dans les désastres successifs de l'économie mondiale comme Larry Summers. Parfois elle a même totalement sous-traité sa réflexion économique qui à FT, qui au NYT. Comme la chanson, à l'Eurovision, l'économie médiatique parle anglais.

Nous n'en sommes pas choqués. Le barrage intellectuel dure en France depuis que la gauche mitterrlandienne s'est convertie à la spéculation financière. Mais tant que les grands médias et les hommes de pouvoir considèreront que seuls comptent les desiderata et les analyses viciées et autocentrées des économistes et commentateurs américains, il sera un peu ridicule de mettre en cause les économistes français.

Cher Alain Minc, encore un effort ! Oui au débat. Oui à l'agitation des petites cellules grises. Mais un débat sans blocage, notamment dans le domaine monétaire.

**L'urgence est monétaire.** Et il suffit d'avoir suivi les travaux du G7 de ce WE pour comprendre que rien n'a bougé sur ces questions fondamentales, sinon qu'on a pris acte que les banques centrales devenaient impuissantes... Et qu'on ne savait plus trop où on allait. Quant à l'Eurosystème, M. Trichet dans le Journal du Dimanche du même WE, a rappelé qu'il était hors débat et adoré des foules !

La grande réflexion est bien partie.

Didier Dufau pour les Cercle des « économistes e-toile »